

Communication du Maire de Paris sur le budget 2013 (Ville et département).

10/12/2012

Par M. Bertrand DELANOË - Maire de Paris

Seul le prononcé fait foi

Mes chers collègues, le budget 2013 est l'occasion pour Paris de répondre plus que jamais avec ses valeurs, ses idées et ses moyens à la crise qui altère notre économie et fragilise notre société. Il est incontestable que la grande majorité de nos concitoyens fait face aujourd'hui à des conditions de travail et de vie de plus en plus précaires.

Des sans domiciles fixes aux personnes âgées isolées, en passant par les chômeurs mais également les familles monoparentales et même les classes moyennes, nombreux sont les Parisiens qui comptent sur nous pour les aider à avancer malgré les difficultés. Chacun dès lors peut comprendre le sens de ce budget 2013, qui est avant tout un budget face à la crise, conçu pour nous permettre d'agir plutôt que de subir. Notre combat pour que les Parisiens dépassent ensemble ce cap difficile commence par la solidarité, à laquelle sans transiger nous consacrerons l'an prochain toute notre énergie.

Il se poursuit avec l'investissement qui crée les conditions d'un avenir meilleur en nourrissant la croissance et la confiance. La poursuite de ces deux objectifs est rendue possible par une gestion sérieuse à défaut de laquelle nous serions réduits à l'impuissance.

Notre premier devoir sera en 2013 de continuer à protéger chacun face aux risques de précarité et d'exclusion. Nous nous y attacherons en consacrant 2 milliards 200 millions en hausse de 3% à l'effort social. En sanctuarisant les budgets d'aide sociale pour garantir aux plus vulnérables un revenu minimum, nous consolidons une cohésion mise à mal par le chômage. Ainsi, nous encourageons systématiquement le retour à l'emploi. Les 61 millions mobilisés pour l'insertion des bénéficiaires du RSA devraient permettre à au moins un allocataire sur cinq de retrouver du travail.

Dans le même temps, notre collectivité s'attache à donner à chacun une place au cœur de la cité. Ce souci d'intégration a présidé à l'affectation des 341 millions 500 mille euros prévus pour l'aide sociale à l'enfance, des 140 millions dédiés à l'accueil en établissement des personnes âgées, ou encore des 118 millions d'euros réservés à l'hébergement des personnes en situation de handicap. Il est également servi par une politique du logement audacieuse.

Dans la droite ligne de ce que nous avons entrepris depuis 2001, nous dégagerons 394 millions de crédits de paiements pour financer 6.000 nouveaux logements sociaux. C'est grâce à ce volontarisme que nous atteindrons dès 2014, soit 6 ans avant la date prescrite par la loi, l'objectif de 20% de logement social à Paris. En dépit du conservatisme aveugle de plusieurs arrondissements, nous entendons rester en mouvement pour que Paris soit bien au rendez-vous des 25% en 2025. Et je suis attentif aux débats que nous aurons aujourd'hui et si nous trouvons les moyens de faire mieux, je le ferai de bon cœur.

C'est l'esprit dans lequel nous avons porté le compte foncier à 100 millions, soit une hausse de 10 millions par rapport à l'année dernière. En acquérant des terrains et en investissant massivement pour construire, nous conservons aux classes populaires et aux classes moyennes toute la place historique qu'elles occupent dans notre ville. Cet effort global est appelé à bénéficier à tous, en s'adaptant aux spécificités de chacun.

Les 11 millions destinés à soutenir l'accès à la propriété des classes moyennes, ou encore les 15 millions investis dans la lutte contre l'insalubrité, sont donc les multiples dimensions d'une action cohérente et équilibrée. Cette politique s'accompagne bien-sûr de la mise en place de services publics de proximité. L'ouverture l'an prochain de 1500 places en crèche, de 2 écoles, d'un collège et de 4 espaces jeunes et je pourrais ajouter 2 conservatoires et 2 bibliothèques, viendront donner à l'enfance et à la jeunesse parisienne les conditions d'épanouissement qu'elles méritent.

Dans le même temps, en choisissant d'investir 1 milliard 700 millions en 2013, Paris reste offensif face à la crise. Dans un contexte de panne de l'investissement privé, les grands travaux que nous entreprenons pour réaliser le programme de mandature participent clairement à la relance de l'économie et au redressement de notre pays. Ils ne représentent en effet pas moins de 17% de l'investissement civil de l'Etat. Aux Halles, à Clichy-Batignolles, à Paris-Rive Gauche, à Paris Nord-Est, à Pajol, place de la République ou sur les berges de la Seine, nous verrons Paris évoluer, grandir et s'ouvrir.

Les 244 millions affectés à la voirie et aux déplacements, comme la contribution de 367 millions au budget du STIF, ce qui fait 600 millions consacrés aux déplacements et aux transports en 1 an, nourrissent dans cet espace rénové le mouvement de l'ensemble de l'agglomération parisienne. Alors que se prépare l'acte 3 de la décentralisation, cette dynamique métropolitaine doit aujourd'hui être appréhendée dans le cadre d'une gouvernance renforcée et rénovée. Nous continuerons donc à proposer que les domaines du logement et de l'urgence sociale soient traités à cette échelle.

C'est également pour préparer l'avenir que nous intensifions notre soutien à l'innovation et la recherche. L'accueil de l'Institut d'Etudes Avancées à l'hôtel de Lauzun, l'achèvement des travaux de l'institut Pierre Gilles de Gennes, ou encore les 2 millions 500 mille euros attribués au financement de nouveaux logements pour les chercheurs de la cité internationale sont des éléments parmi d'autres de ce beau pari sur demain.

Avec nos dispositifs d'aide à la création d'entreprises et de soutien au développement, ces investissements doivent stimuler la vitalité économique de Paris. C'est ce volontarisme politique qui vaut à notre ville l'installation de 25.000 nouvelles entreprises par an et un taux de chômage inférieur à la moyenne nationale. Nous continuerons donc à appliquer des méthodes qui ont fait leurs preuves, pour que la capitale conserve toute son attractivité.

Enfin, dans un contexte de crise, ces progrès sont rendus possibles par une gestion budgétaire maîtrisée. Aujourd'hui notre exigence nous place en situation de maintenir l'emploi public à son niveau d'avant la crise. Notre sérieux nous autorise à proposer un avancement accéléré d'échelon à plus de 47.000 agents de la collectivité. Les marges de manœuvre que nous avons su conserver nous permettent de démultiplier nos efforts en matière de logement et d'innovation.

En auto-finançant nos investissements à hauteur de 1 milliard 100 millions, nous continuons malgré la crise à réaliser notre programme de mandature tout en conservant un taux d'endettement qui n'obère pas l'avenir et en évitant de verser des intérêts colossaux aux banques. Nous parvenons à relever ce défi en réalisant des économies ciblées et assumées dans de nombreux domaines. Après avoir divisé par 3 en 10 ans le budget de l'événementiel, nous le soumettons à une nouvelle baisse de 22%. Les crédits de la direction de la communication, en diminution de plus de 8 % l'an prochain, auront baissé de près de 50 % depuis 2001.

Dans des domaines aussi variés que les frais de mission ou le parc automobile de la ville, nous gagnons jour après jour les marges de manœuvre qui nous permettent de mieux répondre aux attentes des Parisiens. La généralisation des contrats de performance entre les directions et l'exécutif parisien contribue enfin à la modernisation concertée et transparente de nos services, en nous conduisant à dégager de nouvelles ressources au bénéfice des usagers. Ce sérieux, que nous nous imposons, nous l'exigerons également de nos partenaires, et notamment de l'Etat.

En matière d'aides à la pierre pour construire des logements sociaux, mais concernant également la prise en charge des mineurs isolés, nous attendons clairement du gouvernement qu'il se montre à la hauteur des efforts que nous sommes en train d'accomplir. Avec une contribution à la solidarité nationale et régionale qui devrait dépasser 320 millions l'an prochain dans le cadre des péréquations, nous sommes totalement engagés au service du redressement dans la justice de notre pays.

Parce que nous sommes au rendez-vous de l'égalité entre les territoires, nous veillerons à ce que le gouvernement entende nos requêtes et y réponde équitablement.

Mes chers collègues, en 2013, face à la crise, nous ne renoncerons pas. Bien au contraire, nous prendrons l'initiative dans tous les domaines qui dépendent de nous et touchent à la vie de nos concitoyens.

Le travail remarquable conduit par Bernard Gaudillère, comme la ténacité et la créativité de l'ensemble de mes adjoints, vont permettre à notre ville d'avancer sans rien hypothéquer de ses valeurs ni de son avenir. Je veux également présenter mes remerciements à tout le personnel de la Ville de Paris, au Secrétariat Général du Conseil de Paris, aux directions de la Ville et en particulier à la Direction des Finances qui nous ont permis de proposer un budget sérieux et amiteux.

C'est donc un budget à la hauteur des responsabilités de Paris et des enjeux de la crise qui vous est soumis ce matin. Je ne doute pas un seul instant qu'il permette aux parisiens d'aborder unis et confiants la difficile année qui vient.